

# RAPPORT DES IDE 2013 ET PERSPECTIVES 2014



**NEW TUNISIA**  
NEW OPPORTUNITIES

## ACRONYMES & ABREVIATIONS

<b>EE</b>	:	Entreprises étrangères
<b>E. tot.</b>	:	Emplois totaux
<b>FIPA</b>	:	Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur
<b>IDE</b>	:	Investissements directs étrangers
<b>ITH</b>	:	Industries du textile et de l'habillement
<b>IMMM</b>	:	Industries mécaniques, métalliques et métallurgiques
<b>IMCCV</b>	:	Industries des matériaux de construction, céramiques et verres
<b>IEE</b>	:	Industries électriques et électroniques
<b>IAA</b>	:	Industries agroalimentaires
<b>Inv.</b>	:	Investissements
<b>Nbre</b>	:	Nombres
<b>MTND</b>	:	Millions de dinars tunisiens
<b>PARTIEL EXP</b>	:	Partiellement exportatrice
<b>TOT.EXPORT</b>	:	Totalement exportatrice
<b>TX D'AC</b>	:	Taux d'accroissement
<b>FBCF</b>	:	Formation brute de capital fixe
<b>Prj</b>	:	Projets
<b>Emp</b>	:	Emplois

## DEFINITIONS

---

<b>IDE</b>	: Investissements directs étrangers réalisés au cours d'une période donnée.
<b>Nbre Projets de créations</b>	: le nombre d'entreprises qui ont réalisé des IDE relatifs à leurs projets de créations d'entreprises. Dans la répartition par nationalités, un projet est calculé autant de fois qu'il n'y a de nationalités participantes.
<b>Nbre Projets d'extensions</b>	: le nombre d'entreprises qui ont réalisé des IDE relatifs à leurs projets d'extensions d'entreprises. Dans la répartition par nationalités, un projet est calculé autant de fois qu'il n'y a de nationalités participantes.
<b>Emplois</b>	: le nombre d'emplois générés suite aux opérations d'investissements. Dans la répartition par nationalité, les emplois générés par un projet sont comptés autant de fois qu'il n'y a de nationalités participantes.

---

## Méthodologie

---

Les investissements se divisent en deux catégories à savoir la création et l'extension. Ci-dessous une brève description de ces deux catégories.

### **Investissement de création**

Les investissements de création correspondent à des investissements relatifs à la création d'une nouvelle entreprise donc à des investissements entièrement nouveaux. Cependant, ils peuvent être relatifs à un projet qui a débuté la réalisation de son investissement pendant la période de référence, où à un projet qui a débuté la réalisation de l'investissement avant la période de référence mais qui poursuit la réalisation de son investissement pendant cette période. Un projet de création peut entrer en production pendant la période de référence tout en poursuivant la réalisation de son investissement après cette période.

### **Investissement d'extension**

Les investissements d'extension sont des investissements supplémentaires visant à développer une activité existante. Ces investissements peuvent être réalisés sur plusieurs tranches (opérations d'extensions) et peuvent faire l'objet ou non d'une déclaration. Les importations d'équipements sont considérées comme étant des projets d'extension. Un projet d'extension (à l'exception des opérations d'importation d'équipements) peut entrer en production pendant la période de référence tout en poursuivant la réalisation de son investissement après cette période.

## **AVANT-PROPOS**

Le présent document, élaboré par l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur, constitue un document de travail axé essentiellement sur les données statistiques relatives aux investissements étrangers, principalement les investissements directs étrangers (IDE) en Tunisie ainsi que les entreprises étrangères ou à participation étrangère implantées dans le pays au cours de l'année 2013.

Il est à noter que les informations ont été recueillies auprès de plusieurs institutions nationales, en l'occurrence : la BCT, MIT, BVMT, l'APII, l'APIA, la DOUANE et les enquêtes spéciales réalisées par les services de FIPA. Ces informations sont assujetties à d'éventuelles modifications selon l'avancement des enquêtes réalisées par les structures concernées.

## Contenu

<b>SYNTHESE 2013.....</b>	<b>8</b>
<b>LES IDE EN 2013 ET LES PERSPECTIVES POUR 2014 A L'ECHELLE INTERNATIONALE.....</b>	<b>9</b>
1- ETAT DES IDE DANS LE MONDE EN 2013 .....	9
2- ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2014 : AU NIVEAU MONDIAL .....	11
3- ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2014 : AU NIVEAU EUROPEEN .....	12
4- ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2014 : AU NIVEAU DE LA REGION MENA .....	13
5- ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2014 : AU NIVEAU DE L'ASIE .....	14
6- ELEMENTS DE PROSPECTIVES 2014 : AU NIVEAU DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE .....	15
<b>L'INVESTISSEMENT ETRANGER : ANALYSE DES FLUX 2013 .....</b>	<b>17</b>
1- L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER .....	18
• Analyse sectorielle du flux des IDE .....	18
• Analyse par pays d'origine du flux des IDE.....	19
• Analyse par région du flux des IDE.....	22
<b>STOCK DES IDE A FIN 2013.....</b>	<b>23</b>
2- LES INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES .....	23
• Les matériaux de construction .....	23
• Les industries électriques & électroniques .....	24
• Le textile et habillement.....	25
• Les industries mécaniques, métalliques et métallurgiques.....	25
• Les industries de la chimie et du caoutchouc .....	26
• Les industries agro-alimentaires .....	26
• La plasturgie.....	27
• Les industries pharmaceutiques.....	27
• Les industries du cuir et chaussure.....	27
3- LES INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE.....	28
4- LES INVESTISSEMENTS DANS LES SERVICES .....	29
5- LES INVESTISSEMENTS DANS LE TOURISME .....	29
<b>ANNEXE 1.....</b>	<b>30</b>
<b>FLUX DES IDE AU COURS DE 2013.....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXE 2.....</b>	<b>37</b>
<b>STOCK DES IDE A LA FIN DE 2013.....</b>	<b>37</b>



## SYNTHESE 2013

Les investissements Directs Etrangers (IDE) enregistrés en Tunisie au cours de l'année 2013 ont été marqués par :

- ✓ Une baisse du flux des IDE de **27,5 %** par rapport à l'année 2012.
- ✓ La réalisation de **390 opérations** d'investissements dans le cadre de **créations** d'entreprises étrangères en Tunisie ayant permis de générer des IDE d'une valeur de **195 MTND** et la création de **6 833 nouveaux postes d'emplois**.

Parmi les **390 opérations** d'investissement, **150 sont relatives à de nouvelles entreprises** ayant entamé leurs investissements de création au cours de l'année 2013 (première opération d'investissement) globalisant 53,8 MTND d'IDE et 2 121 emplois.

- ✓ La réalisation de **263 opérations d'extension** d'entreprises étrangères déjà implantées en Tunisie, dans le cadre du développement de leurs activités ayant permis de générer des IDE d'une valeur de **1 620 MTND** et la création de **2 882 nouveaux postes d'emplois**.
- ✓ Un nombre réduit d'opérations de privatisation, contrairement à l'année 2012 : uniquement deux opérations d'un montant total de 172 ,9 MTND sont à noter. Il s'agit de la cession de 50 % des parts de la QNB (99,4 MTND) au mois de janvier 2013 et l'augmentation de capital d'Amen Bank (73,5 MTND) au mois de Juin 2013.
- ✓ L'entrée en production de **72 nouvelles entreprises** à participation étrangère employant 2 176 personnes et ayant réalisé 57,31 MTND d'IDE.  
Sur ces 72 nouvelles entreprises entrées en activité, 14 sont implantées dans les **zones de développement** (5 dans la première zone, 6 dans la deuxième zone, et 3 dans la zone prioritaire).
- ✓ La cessation d'activité de **77 entreprises** étrangères entraînant la perte de **10 894** poste d'emplois et **147 MTND** d'IDE.
- ✓ La baisse du montant d'IDE déclarés en 2013 de l'ordre de 50 % par rapport à 2012 malgré une hausse de **7%** au niveau du nombre de projets.



- ✓ Un démarrage de réalisation timide, en 2013, des déclarations effectuées en 2012 puisque seulement **7,5 %** des projets ont entamé leurs investissements en 2013.

## Les IDE en 2013 et les perspectives pour 2014 à l'échelle internationale

En 2013, de nombreuses constatations ont poussé gouvernements et économistes à croire aux vertus des politiques d'austérité et à un retour à la normale d'avant-crise.

Cependant, la persistance des causes profondes de la crise, à l'instar du surendettement tant public que privé, des inégalités de revenus, du poids de l'industrie financière et du ralentissement des gains de productivité, ne peut laisser espérer qu'une longue période de stagnation génératrice de tensions sociales et politiques.

Le perpétuel combat contre le marasme économique a repoussé, dans les agendas politiques, la recherche de modèles moins gourmands en richesses financières et naturelles.

Les pays émergents (Chine, Brésil, Inde), qui avaient semblé dans les années précédentes accélérer sur la voie du rattrapage des pays riches, frappés par la crise depuis 5 ans, ont subi en 2013 ses effets : leur croissance a ralenti, le chômage s'est envolé, les conflits sociaux et environnementaux se sont exacerbés.

De leur côté, les Etats-Unis, le Japon et certains pays européens ont montré quelques signes de reprise économique, encourageants pour 2014, tandis que l'assaut des marchés financiers contre la zone Euro semblait être enrayé par les promesses d'avancées institutionnelles en Europe.

### 1- Etat des IDE dans le monde en 2013

Selon le *Rapport sur l'Investissement dans le Monde 2014*<sup>1</sup>, les flux mondiaux d'IDE ont augmenté de 9 % en 2013 pour atteindre 1 450 milliards USD.

Cette augmentation touche l'ensemble des groupements des pays, mais ce sont les économies en transition qui ont atteint des niveaux record, soit 28 % de plus. Toutefois, en raison de la fragilité de certains marchés émergents et les risques liés à des conflits, la répartition régionale des entrées des IDE reviendra à sa structure d'avant la crise financière

---

<sup>1</sup> World Investment Report 2014, Investing in the SDGs : An Action Plan (L'investissement au service des ODD : un plan d'action), CNUCED.

de 2008 et les pays développés capteront à nouveau la plus grande partie des IDE. En effet, le rapport prévoit une reprise des investissements en Europe et en Amérique du Nord.

Ainsi, les Etats-Unis et l'Union Européenne (qui négocient actuellement la conclusion du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) ont vu leur part cumulée réduite de près de moitié, passant de 56 % des entrées mondiales d'IDE avant la crise de 2008 à 30 % en 2013.

De leur côté, et bien que leur taux de croissance ait ralenti à une moyenne de 7 %, les économies en développement ont vu leurs flux d'IDE entrants atteindre un nouveau record de l'ordre de 778 milliards USD, ce qui représente 54 % des flux mondiaux.

Les pays asiatiques en développement continuent d'être la région enregistrant les entrées d'IDE les plus élevées, nettement supérieures à l'Union Européenne, traditionnellement réputée pour être la région la plus attractive en termes d'IDE mondiaux.

Les entrées d'IDE ont également augmenté dans d'autres grandes régions en développement, à savoir l'Afrique (jusqu'à 4 %) et l'Amérique Latine & les Caraïbes (jusqu'à 6 %, en excluant les centres financiers offshores).

En ce qui concerne les IDE vers les pays développés, leur tendance a repris son ascension après la forte chute enregistrée en 2012. Toutefois, leur proportion par rapport aux flux mondiaux demeure à un niveau historiquement bas (39 %), et encore à 57 % en dessous du pic record de 2007.

Ainsi, les pays en développement ont maintenu leur avance sur les pays développés grâce à une marge supérieure de 200 milliards USD pour la deuxième année consécutive.

Par ailleurs, le rapport souligne un fait marquant à ne pas omettre : les IDE émis par les sociétés transnationales des pays en développement ont atteint 454 milliards USD, un autre nouveau record. Additionné aux flux sortants des économies en transition, ces flux représentent 39 % des émissions mondiales d'IDE, contre seulement 12 % au début des années 2000.

En effet, les pays en développement et les économies en transition occupent, désormais, la moitié du Top 20 des économies les plus attractives en matière d'investissement direct étranger. Le Mexique, par exemple, vient en 10<sup>ème</sup> position alors que la Chine a enregistré sa plus importante entrée d'IDE et a maintenu sa 2<sup>nde</sup> position dans le monde.

Enfin, la part des pays de la Coopération Economique pour l'Asie-Pacifique (APEC) dans les entrées mondiales d'IDE est passée de 37 % avant la crise à 54 % en 2013 tandis que les flux d'IDE à destination de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et le *Marché Commun du Sud* (MERCOSUR), qui regroupe plusieurs pays de l'Amérique du Sud, ont été, en 2013, le double de leur niveau d'avant-crise. Il va de même pour les entrées vers les BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

## 2- Eléments de perspectives 2014 : au niveau mondial

La *Conférence des Nations Unis pour le Commerce et le Développement* (CNUCED) prévoit une poursuite du trend vers la hausse du rythme des flux d'investissements directs étrangers.

En effet, elle prévoit que les flux s'élèveront à 1 600 milliards USD en 2014, 1 750 milliards USD en 2015 et 1 850 milliards USD en 2016. Un regain qui profitera principalement aux pays développés et beaucoup moins aux pays émergents. Les risques que font peser les conflits régionaux étant pris en compte.

Les prévisions prévoient que le total des IDE vers les pays développés devrait atteindre 763 milliards USD en 2014 (+35%), 887 milliards en 2015 (+16%) et 970 milliards en 2016 (+9,5%), concentrant ainsi 52% de la totalité des IDE.

En 2014, les conjoncturistes s'attendent à ce qu'un nombre croissant de pays développés soient concernés par des nouvelles économiques positives, ce qui devrait stimuler la confiance des dirigeants d'entreprises<sup>2</sup>.

Selon la *Banque Mondiale*, l'économie mondiale devrait se renforcer cette année tandis que la croissance s'accélère dans les pays en développement et que les économies à revenu élevé semblent enfin se redresser 5 ans après le début de la crise financière mondiale. La réduction des opérations de relance monétaire par les États-Unis, l'accélération de l'activité dans les pays à revenu élevé et la poursuite de la forte croissance chinoise contribuent au raffermissement de la croissance dans les pays en développement.

Toutefois, les perspectives d'expansion restent menacées par les effets de la hausse des taux d'intérêt mondiaux et le risque d'une instabilité des mouvements de capitaux.

Dans les pays en développement, la croissance passera de 4,8 % en 2013 à 5,3 % cette année, puis à 5,5 % en 2015 et 5,7 % en 2016. Le rythme de croissance est certes inférieur à celui qui prévalait pendant la période d'expansion rapide de 2003-2007, mais le

---

<sup>2</sup> Selon certains experts, les opérations de fusion-acquisition ont fortement augmenté au premier trimestre 2014.

ralentissement n'est pas estimé source d'inquiétude. L'écart correspond pour l'essentiel à une modération de l'insoutenable croissance exagérée observée avant la crise et n'est que très peu dû à une diminution du potentiel d'expansion économique des pays en développement.

Le frein à l'activité des pays à revenu élevé que constituent l'assainissement des finances publiques et l'incertitude entourant l'action publique se desserrera, ce qui contribuera à stimuler la croissance de ces pays : elle passera de 1,3 % en 2013 à 2,2 % cette année avant de se stabiliser à 2,4 % en 2015 et 2016. Parmi ces pays, c'est aux États-Unis, où le PIB s'accroît depuis dix trimestres, que la reprise est la plus avancée. Selon les prévisions, l'économie américaine croîtra de 2,8 % cette année (contre 1,8 % en 2013), puis de 2,9 % en 2015 et 3 % en 2016.

Dans la zone euro, la croissance devrait atteindre 1,1 % cette année après deux ans de contraction, puis 1,4 % en 2015 et 1,5 % en 2016. En effet, la zone euro est sortie de la récession, mais les revenus par habitant continuent de baisser dans plusieurs pays.

La croissance des pays en développement dépassera 5 % en 2014 et que certains pays enregistreront même des taux de croissance nettement plus élevés : 8 % en Angola, 7,7 % en Chine et 6,2 % en Inde. Il faut toutefois se garder de tout immobilisme sur le plan des politiques pour éviter que les prémisses de la reprise ne s'étiolent.

Les pays en développement sont confrontés à des forces contradictoires émanant des pays à revenu élevé. D'un côté, le renforcement de l'activité économique dans les pays riches stimulera la demande de produits en provenance des pays en développement ; de l'autre, la hausse des taux d'intérêt freinera les flux de capitaux.

Enfin, d'après, la Banque mondiale, le commerce international devrait augmenter de 4,6 % cette année (contre une estimation de 3,1 % en 2013) puis de 5,1 % en 2015 et 2016.

### 3- Éléments de perspectives 2014 : au niveau européen

Dans les pays en développement de la région d'Europe, la croissance s'est raffermie en 2013 pour atteindre un rythme estimé à 3,4 % grâce à la progression des exportations vers les pays européens à revenu élevé et au dynamisme persistant des pays d'Asie centrale exportateurs d'énergie.

En raison de leurs solides relations commerciales et financières avec les pays européens à revenu élevé, les économies d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est profiteront

particulièrement de la reprise, mais la contribution de la hausse des exportations à la croissance économique sera en partie neutralisée par le fléchissement de la demande intérieure causé par la restructuration en cours dans le secteur bancaire, le durcissement des conditions financières internationales et l'assainissement des finances publiques en cours ou en projet dans plusieurs pays. Sous l'effet de ces facteurs, la croissance restera stable en 2014, année durant laquelle elle devrait s'établir à 3,5 % avant de passer à 3,7 % en 2015 et à 3,8 % en 2016. Au nombre des risques potentiels figurent un nouvel affaiblissement dans la zone euro ou en Russie, un ajustement désordonné en réaction au durcissement des conditions financières dans le monde et une nouvelle chute brutale des cours des produits de base.

Dans la zone euro, une amélioration fondamentale de la compétitivité a contribué à la poursuite du redressement du commerce extérieur et de la production. En effet, la zone euro connaît de nouveau la croissance.

En Allemagne, la politique monétaire accommodante, la solidité du marché du travail et l'amélioration de la confiance ont conduit à une accélération de la demande intérieure, qui apparaît principalement dans une hausse de la consommation et un redressement timide de l'investissement, mais aussi dans le logement.

Dans l'ensemble de la zone euro, un net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire, d'environ 1 % du PIB en 2013 à 0,25 % du PIB, devrait contribuer à accélérer la croissance.

En dehors des pays du cœur de la zone, les exportations nettes, de même que la stabilisation de la demande intérieure ont contribué à inverser la tendance.

Cependant, la croissance de la demande devrait rester languissante, étant donné la persistance de la fragmentation financière, le resserrement du crédit et l'endettement élevé des entreprises.

Les chocs du côté de l'offre de crédit n'ont pas encore été pleinement surmontés dans certains pays et continuent de peser sur le crédit et la croissance. Cependant, la demande de financement est faible aussi à cause de l'affaiblissement des bilans des entreprises. Globalement, la croissance dans la zone euro devrait atteindre seulement 1,2 % en 2014 et 1,5 % en 2015.

En conclusion, la timide reprise est menacée par les pressions désinflationnistes croissantes et une monnaie relativement forte qui limite le rebond des exportations.

## 4- Éléments de perspectives 2014 : au niveau de la région MENA

S'agissant des perspectives de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, la croissance devrait s'accélérer modérément en 2014–15. La reprise tient principalement aux pays exportateurs de pétrole : les dépenses publiques élevées dynamisent l'activité non

pétrolière dans certains pays et les difficultés liées à l'offre de pétrole devraient s'atténuer en partie dans d'autres. Bon nombre de pays importateurs de pétrole restent confrontés à une situation sociopolitique et sécuritaire difficile, qui pèse sur la confiance et l'activité économique.

En somme, les économies en développement de la région MENA continuent à tourner au ralenti. Les troubles politiques en Égypte, les troubles en Libye et l'escalade de la guerre civile en Syrie, avec ses retombées dans des pays voisins tels que le Liban et la Jordanie, ont ralenti l'activité dans les pays importateurs de pétrole. Simultanément, la dégradation de la sécurité, les grèves et les problèmes liés aux infrastructures, ainsi que les sanctions internationales visant l'Iran, ont des conséquences négatives sur les pays exportateurs de pétrole. La croissance régionale, qui a reculé de 0,1 % en 2013, devrait rester anémique dans un contexte incertain. Selon les prévisions, la croissance globale de la zone s'établira à 2,8 % en 2014 avant de passer à 3,3 % en 2015 et à 3,6 % en 2016, des chiffres bien en dessous du potentiel de la région.

## 5- Éléments de perspectives 2014 : au niveau de l'Asie

En 2013, l'*Asie du Sud* a enregistré une relative faible croissance de l'ordre de 4,6 % qui s'explique par la faiblesse de l'économie indienne dans un contexte d'inflation élevée ainsi que par les déficits extérieurs courants et les déficits budgétaires. Actuellement, les exportations de la région se sont redressées sous l'effet du renforcement de la demande extérieure et de la dépréciation antérieure de la monnaie indienne.

La croissance régionale devrait s'améliorer et atteindre 5,7 % en 2014, puis 6,7 % en 2016, principalement grâce aux investissements régionaux et à la reprise de la demande d'importations provenant des pays à revenu élevé. L'accélération prévue dépendra toutefois du degré de stabilité macroéconomique, de la mise en œuvre soutenue de réformes et de la réduction des obstacles existant sur le plan de l'offre.

Selon certaines prévisions, le taux de croissance de l'Inde dépassera 6 % durant les années 2014 et 2015 et atteindra 7,1 % au cours des 2 années suivantes. Les principaux risques pesant sur les perspectives économiques de la région sont un possible déraillement des réformes budgétaires et autres, l'incertitude suscitée par les élections en Afghanistan, au Bangladesh et en Inde, la persistance des anticipations inflationnistes et un ajustement désordonné des mouvements de capitaux en réponse à l'atténuation des mesures de relance monétaire aux États-Unis.

Dans la région *Asie de l'Est et Pacifique*, la croissance a ralenti pour la troisième année consécutive : selon les estimations, elle s'est établie à 7,2 % en 2013 sous l'effet du tassement de la croissance en Indonésie, Malaisie et Thaïlande, où l'activité a été freinée par

la faiblesse des recettes tirées des produits de base et par le resserrement des politiques économiques destiné à prévenir une surchauffe des économies nationales. Les facteurs de vulnérabilité apparus sur le plan intérieur durant les années de politique expansionniste continuent de peser sur l'activité de la région.

La région est exposée au risque d'une correction désordonnée des investissements chinois et d'un durcissement brutal des conditions de financement à l'échelle mondiale. Les exportateurs de produits de base, en outre, sont vulnérables à une chute des prix de ces produits supérieure aux prévisions.

Plus particulièrement, en Chine, la croissance devrait rester plus ou moins inchangée, aux environs de 7,5 %, en 2014–15, soit seulement une baisse modeste par rapport à 2012–13. Cette projection repose sur l'hypothèse selon laquelle les autorités freinent progressivement la croissance rapide du crédit et font avancer leur programme de réformes afin de placer l'économie chinoise sur une trajectoire de croissance plus équilibrée et durable.

Au Japon, certains moteurs de la croissance devraient se renforcer, notamment l'investissement privé et les exportations, étant donné l'accélération de la croissance dans les pays partenaires et la dépréciation considérable du yen au cours des 12 derniers mois. Néanmoins, globalement, l'activité devrait ralentir modérément en réaction au durcissement de la politique budgétaire en 2014–15. Ce durcissement résulte d'un relèvement du taux de la taxe sur la consommation en 2 étapes (de 5 % à 8 % au deuxième trimestre de 2014 et ensuite à 10 % au quatrième trimestre de 2015) et de l'arrivée à terme des dépenses de reconstruction et du premier train de mesures de relance adoptées. Cependant, le durcissement de la politique budgétaire en 2014, qui représente environ 1 % du PIB, sera plus modéré que prévu et devrait abaisser l'effet négatif du durcissement budgétaire sur la croissance du PIB en 2014. En 2015, l'effet négatif sur la croissance devrait augmenter très légèrement. Globalement, la croissance devrait atteindre 1,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

## 6- Éléments de perspectives 2014: au niveau de l'Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est accélérée en 2013 à la faveur d'investissements soutenus dans le secteur des ressources naturelles : selon les estimations, le taux croissance du PIB réel de la région est passé à 4,7 % ; si l'on fait abstraction de l'Afrique du Sud, la croissance régionale moyenne s'est montée à 6 %. La reprise a été faible parmi les pays exportateurs de pétrole (Angola, Gabon, Nigéria) durant le premier semestre 2013, tandis que la production industrielle s'est contractée en Afrique du Sud au troisième trimestre et la croissance ne devrait s'y accélérer que modestement du fait d'une augmentation de la demande extérieure.

La vigueur de la demande intérieure, la relativement bonne résistance des flux d'investissements étrangers directs et le ralentissement de l'inflation devraient permettre à l'économie régionale de croître à un rythme d'environ 5,3 % en 2014, 5,4 % en 2015 et 5,5 % en 2016. La région est relativement peu sensible à l'augmentation des taux d'intérêt mondiaux, mais elle est très vulnérable à une baisse des prix des produits de base beaucoup plus forte que prévu. Dans ce sens, les projets liés au secteur des produits de base ailleurs dans la région devraient contribuer à rehausser la croissance.

D'autres risques intérieurs liés à divers facteurs subsistent :

- ✓ l'impact des chocs météorologiques sur les récoltes locales et les prix des denrées alimentaires,
- ✓ les troubles politiques,
- ✓ les problèmes de sécurité dans le Nord du Nigéria et
- ✓ les attaques de pirates dans le Golfe de Guinée, susceptibles d'accroître les frais de transport et de perturber le commerce régional.



# L'INVESTISSEMENT ETRANGER : ANALYSE DES FLUX 2013<sup>3</sup>

Les investissements étrangers durant l'année 2013 ont atteint le montant de 1 994,5 MTND contre 2 587,4 MTND en 2012 et 1 718,3 MTND en 2011 soit une variation respective de -22,9 % et 16,1 %.

La baisse par rapport à 2012 est due en grande partie aux opérations de privatisation et d'acquisition (acquisition de 13 % du capital de la *BT* d'une valeur de 218 MTND par le *Crédit Mutuel Français* et acquisition de 15% des actions dans le capital de l'opérateur de télécommunications *Tunisiana* d'une valeur de 636,9 MTND par le groupe *Ooredoo*).

Ces investissements sont répartis entre investissements directs étrangers d'une valeur de 1 815 MTND et portefeuille d'une valeur de 179,6 MTND contre respectivement 2 504 MTND et 83,4 MTND en 2012 et 1 615,9 MTND et 102,4 MTND en 2011.

## Flux des Investissements étrangers au cours des années 2010-2011-2012-2013

Unité: million de TND

	Décembre				Evolution 2013 /		
	2010	2011	2012	2013	2012	2011	2010
IDE	2165,0	1615,9	2504,0	1 815,0	-27,5%	12,3%	-16,1%
Portefeuille*	252,7	102,4	83,4	179,6	115,3%	75,3%	-28,9%
<b>Total</b>	<b>2 417,7</b>	<b>1 718,3</b>	<b>2 587,4</b>	<b>1 994,5</b>	<b>-22,9%</b>	<b>16,1%</b>	<b>-17,5%</b>

\* Augmentation du capital de l'Amen Bank d'un montant de 73,5 MTND en Juin 2013

<sup>3</sup> Les tableaux statistiques présentés dans cette section sont détaillés en Annexe 1

## 1- L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

653

Opérations d'investissement

9 715  
Emplois créés

Les investissements réalisés hors énergie sont répartis entre projets de création d'une valeur de 195,1 MTND et projets d'extension d'une valeur de 542,1 MTND. Ils ont permis d'entamer ou de poursuivre la réalisation de 390 projets de création et

263 projets d'extension. Ces projets sont concentrés essentiellement dans le secteur de l'industrie manufacturière (364 projets) et plus précisément dans l'industrie du textile et de l'habillement (94 projets).

En termes d'emplois, ces projets ont permis de créer 9 715 nouveaux postes d'emplois dont 8 308 dans les secteurs de l'industrie manufacturière soit 85,5 % du total des emplois créés. Toutefois, il est à noter que l'emploi total créé par les IDE en 2013, a baissé de 5,3 % par rapport à 2012 et de 10,4 % par rapport à 2011.

### ■ Analyse sectorielle du flux des IDE

#### Flux des IDE au cours de 2013

Unité: million de TND

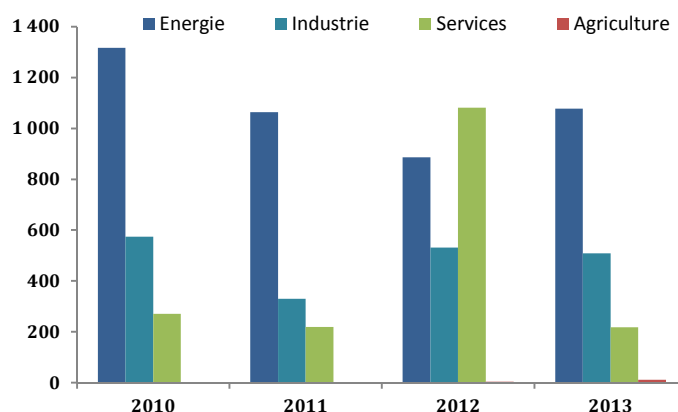
Unité : MTND	Décembre				Evolution 2013 /		
	2010	2011	2012	*2013	2012	2011	2010
Energie	1317,1	1063,4	886,0	1 077,4	21,6%	1,3%	-18,2%
Industrie	573,6	330,6	531,6	508,2	-4,5%	53,7%	-11,4%
Services*	271,5	219,6	1081,8	217,9	-79,9%	-0,8%	-19,8%
Agriculture	2,8	2,3	4,6	11,5	149,1%	398,3%	309,3%
<b>Total IDE</b>	<b>2165,0</b>	<b>1615,9</b>	<b>2504,0</b>	<b>1 815,0</b>	<b>-27,5%</b>	<b>12,3%</b>	<b>-16,2%</b>

\* Augmentation du capital de Attijari Bank 25,1 MTND en Janvier 2012 et cession de 50 % des parts de la QNB (99,4 MTND) au mois de Janvier 2013

NB : Les services englobent le tourisme et le secteur financier.

L'analyse sectorielle des investissements directs étrangers réalisés fait ressortir ce qui suit :

- Le secteur des énergies reprend son rythme d'investissement *normal* tout en affichant une évolution de 21,6% par rapport à 2012. Malgré cette évolution, le volume global des IDE est en baisse.



- Bien que le secteur manufacturier ait baissé par rapport à 2012, son niveau reste toujours encourageant avec une diminution de 4,5 % par rapport à 2012 et une hausse de 53,7 % par rapport à 2011.

- N'ayant pas connu d'opérations de privatisation ou de fusion, les services sont en baisse considérable de près de 80 % par rapport à 2012. Cependant, en ne tenant pas compte des opérations ponctuelles d'acquisition privatisation, cette baisse n'est que de 10 %.

**Répartition des IDE hors opérations d'acquisition privatisation**

Unité : MTND	2012	2013	%
Energie	886,0	1077,4	21,61%
Industrie	531,6	508,2	-4,47%
Services	131,8	118,5	-10,09%
Agriculture	4,6	11,5	149,14%
<b>Total IDE</b>	<b>1554,4</b>	<b>1715,6</b>	<b>10,37%</b>

**■ Analyse par pays d'origine du flux des IDE**

Hors énergie, le classement des IDE par nationalité est fait selon quatre critères. Les pays qui réalisent le plus grand nombre de projets à savoir la France, l'Italie et l'Allemagne, les pays qui créent le plus d'emplois à savoir la France, l'Italie et l'Allemagne, les pays qui réalisent les plus importants montants d'investissement à savoir la France, le Qatar, l'Allemagne et l'Italie et enfin les pays qui réalisent les plus importants montants d'investissement par projet à savoir le Qatar, l'Inde et la France.

L'analyse des IDE relatifs aux projets de création montre que ce classement change. Certains pays comme le Qatar ou l'Allemagne reculent pour laisser leurs places à d'autres pays comme l'Inde et l'Espagne.

**Répartition par pays d'origine du flux des IDE au cours de 2013 (les 30 premiers)**

Unité = MTND

Pays	Hors Energie			Energie			Total		
	Prj	IDE	Emp	Prj	IDE	Emp	Prj	IDE	Emp
<b>France</b>	<b>213</b>	<b>208,30</b>	<b>3 992</b>	4	52,73		217	261,03	3 992
Autriche	5	1,36	23	2	<b>245,88</b>		7	247,24	23
Canada	4	0,81	85	8	<b>216,48</b>		12	217,29	85
Royaume-Uni	16	3,42	156	10	<b>198,83</b>		26	202,25	156
Australie	1	0,10	1	3	<b>162,96</b>		4	163,06	1
<b>Italie</b>	<b>171</b>	<b>62,04</b>	<b>2 003</b>	4	93,76		175	155,80	2 003
Qatar	3	<b>145,36</b>	0				3	145,36	0
<b>Allemagne</b>	<b>34</b>	<b>63,38</b>	<b>1 248</b>				34	63,38	1 248
Émirats arabes unis	8	34,57	91	1	4,88		9	39,45	91
Espagne	20	26,16	244	1	12,45		21	38,61	244
Inde	4	36,49	534				4	36,49	534
Suisse	19	29,34	493				19	29,34	493
États-Unis	15	12,68	129	5	14,88		20	27,56	129
Pays-Bas	13	21,44	287	1	0,60		14	22,04	287
Libye	22	19,23	91				22	19,23	91
Koweït	4	15,19	58	2	3,07		6	18,26	58
Luxembourg	6	15,23	204				6	15,23	204
Suède	1	0,39	71	3	12,69		4	13,08	71
Belgique	21	9,05	509				21	9,05	509
Corée du Sud	2	8,41	2				2	8,41	2
Chine	4	5,00	32	3	3,07		7	8,07	32
Algérie	18	1,77	191	1	4,26		19	6,03	191
Jordanie	4	3,67	16				4	3,67	16
Monaco	1	2,61	37				1	2,61	37
Portugal	4	2,14	6				4	2,14	6
Arabie saoudite	7	1,53	1				7	1,53	1
Russie	4	1,40	2				4	1,40	2
Turquie	8	1,27	158				8	1,27	158
Liban	2	1,05	30				2	1,05	30
Égypte	3	0,64	4				3	0,64	4

Le classement par niveau d'investissement des pays d'origine des IDE, au cours de l'année 2013, place le France en première position avec un montant de 261 MTND, suivie de l'Autriche avec 247,2 MTND (dont 245,9 MTND dans les énergies), suivie du Canada avec 217,3 MTND (dont 216,5 MTND dans les énergies) ensuite du Royaume-Uni avec 202,3 MTND (dont 198,8 dans les énergies).

Le classement par potentiel de création d'emplois place la France toujours en première position avec 3 992 emplois créés suivie de l'Italie avec 2 003, l'Allemagne avec 1 248 et l'Inde avec 534 emplois.

**Flux des IDE au cours de 2013 par pays d'origine** *(principaux pays)**Unité: million de TND*

Objet Pays	Création			Extension			Total		
	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
France	131	69,6	2 787	86	191,5	1 205	<b>217</b>	<b>261,0</b>	<b>3 992</b>
Autriche	3	0,0	13	4	247,2	10	<b>7</b>	<b>247,2</b>	<b>23</b>
Canada	3	0,3	85	9	216,9	0	<b>12</b>	<b>217,3</b>	<b>85</b>
Royaume-Uni	6	1,1	125	20	201,2	31	<b>26</b>	<b>202,3</b>	<b>156</b>
Australie	-	-	-	4	163,1	1	<b>4</b>	<b>163,1</b>	<b>1</b>
Italie	128	39,5	1 325	47	116,3	678	<b>175</b>	<b>155,8</b>	<b>2 003</b>
Qatar	1	0,1	0	2	145,2	0	<b>3</b>	<b>145,4</b>	<b>0</b>
Allemagne	17	6,2	929	17	57,1	319	<b>34</b>	<b>63,4</b>	<b>1 248</b>
Indonésie	-	-	-	1	40,3	0	<b>1</b>	<b>40,3</b>	<b>0</b>
Émirats Arabes Unis	2	0,7	26	7	38,7	65	<b>9</b>	<b>39,4</b>	<b>91</b>
Espagne	8	10,2	169	13	28,4	75	<b>21</b>	<b>38,6</b>	<b>244</b>
Inde	3	33,7	524	1	2,8	10	<b>4</b>	<b>36,5</b>	<b>534</b>
Suisse	11	3,0	136	8	26,3	357	<b>19</b>	<b>29,3</b>	<b>493</b>
États-Unis	4	0,2	2	16	27,4	127	<b>20</b>	<b>27,6</b>	<b>129</b>
Pays-Bas	5	8,0	85	9	14,1	202	<b>14</b>	<b>22,0</b>	<b>287</b>
Libye	17	1,6	87	5	17,7	4	<b>22</b>	<b>19,2</b>	<b>91</b>
Koweït	1	0,0	0	5	18,3	58	<b>6</b>	<b>18,3</b>	<b>58</b>
Luxembourg	2	1,8	61	4	13,4	143	<b>6</b>	<b>15,2</b>	<b>204</b>
Suède	-	-	-	4	13,1	71	<b>4</b>	<b>13,1</b>	<b>71</b>
Belgique	15	1,4	311	6	7,7	198	<b>21</b>	<b>9,1</b>	<b>509</b>
Portugal	3	2,0	1	1	0,1	5	<b>4</b>	<b>2,1</b>	<b>6</b>
Turquie	8	1,3	158	-	-	-	<b>8</b>	<b>1,3</b>	<b>158</b>

### ■ Analyse par région du flux des IDE

Parmi les 653 projets ayant réalisé des investissements durant 2013, seulement 13 % sont situés dans des zones de développement régional avec un montant ne dépassant pas les 6 % du total des investissements et un nombre d'emploi de plus de 22 % de la totalité des emplois créés en 2013.

	Nb Projets	IDE	Emplois
Zone I	15	42,08	550
Zone II	44	36,47	1 038
Zone III	26	30,05	624
<b>Autres</b>	<b>568</b>	<b>1 706,42</b>	<b>7 503</b>
<b>Total</b>	<b>653</b>	<b>1 815,01</b>	<b>9 715</b>

La nature des investissements change en fonction des régions. C'est ce qui est constaté à partir du tableau de ventilation des IDE par région et par catégorie de secteur. En effet, presque tous les investissements dans les services sont dans la région du nord-est (99,4 %) et plus particulièrement dans le gouvernorat de Tunis (98 %). Cette concentration est due aux opérations d'importation d'équipements effectuées par les trois opérateurs téléphoniques et à la cession de 50 % des parts de la QNB au mois de janvier 2013 d'une valeur de 99,4 MTND. En ce qui concerne les industries, le Nord-Est détient plus de 57 % des investissements répartis presque équitablement entre les gouvernorats alors que le Centre-Est détient près de 25 % des investissements. Ces derniers sont concentrés dans les gouvernorats de Sfax et de Sousse.

# STOCK DES IDE A FIN 2013

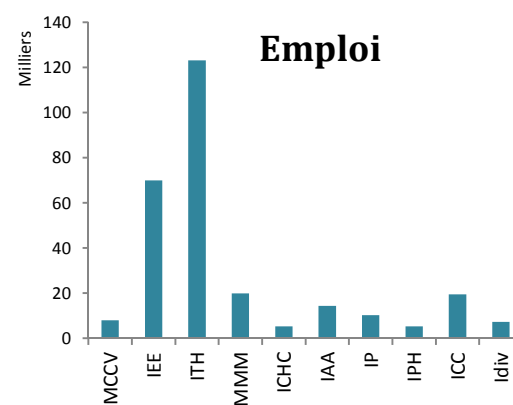
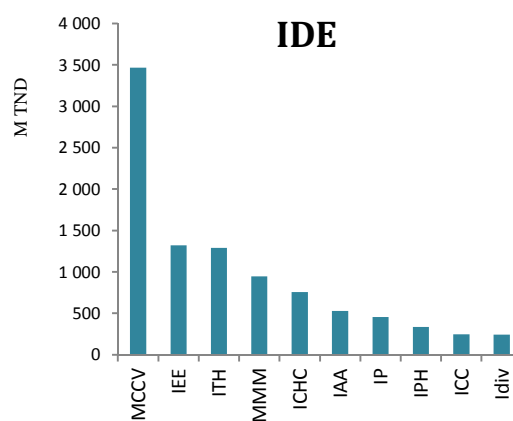
3 162

Entreprises actives

333 949

Emplois créés ou sauvegardés

Les investissements direct étrangers hors énergie ont atteint, à la fin du mois de décembre 2013, la somme de 18 471,1 MTND répartis sur les industries avec 9 589,8 MTND (51,9 % des IDE), les services avec 7 111 MTND (38,5 % des IDE), le tourisme avec 1 582,1 MTND (8,6 % des IDE) et l'agriculture avec un montant de l'ordre de 188,2 MTND (1 % des IDE)



la création de seulement 2,8% des emplois.

## 2- Les investissements dans les secteurs des industries manufacturières

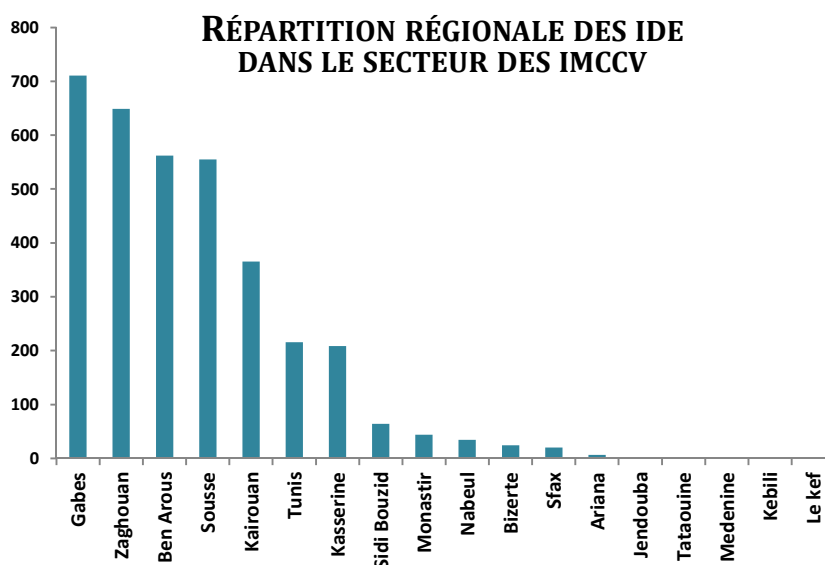
Les industries manufacturières sont dominées par le secteur des matériaux de construction qui détient plus de 36% des investissements manufacturiers. Malgré cette domination, ce secteur a contribué à

### ■ Les matériaux de construction

Les investissements dans les matériaux de construction ont atteint la valeur de 3 466 MTND à la fin du mois de décembre 2013 soit 81 entreprises et 7 919 postes d'emplois. Le Portugal et l'Espagne sont

les principaux émetteurs d'investissements vers la Tunisie dans ce secteur avec des montants respectifs de 1 279,5 MTND et 1 035,9 MTND.

Ces investissements sont plus orientés vers les régions riches en ressources naturelles nécessaires pour ce secteur à savoir Gabes, Zaghouan, Ben Arous, Sousse et Kairouan.

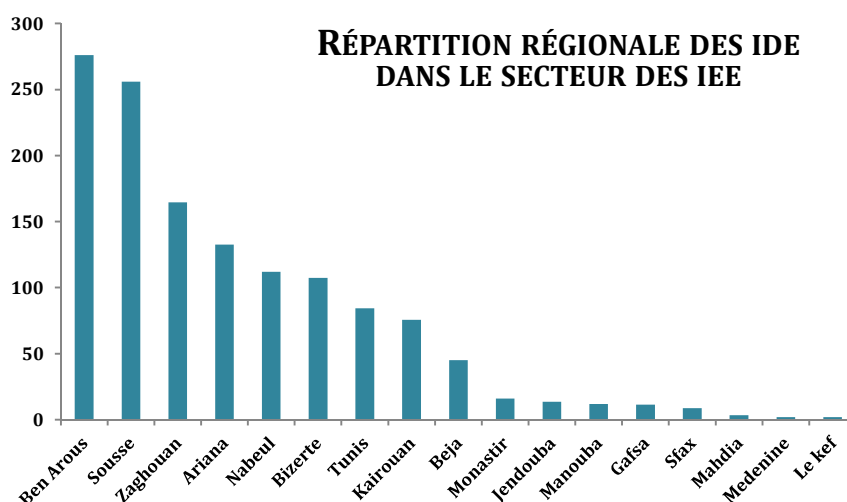


Trois années ont marqué l'histoire des industries des matériaux de construction.

En 1998 le secteur, a enregistré l'entrée en production de deux grandes entreprises notamment la *Société Tunisienne de Ciments de Jebel Ouest « CIMPOR »* et la *Société des Ciments d'Enfidha* dont le montant d'investissement représente aujourd'hui 29,6% du total des investissements dans le secteur. L'année 2001 était marquée par l'entrée en production des sociétés « *Les ciments Portland de Gabes* » et « *Les ciments artificiels tunisiens – COLACEM* » dont la somme des investissements représente aujourd'hui 24,7 % du total des investissements. Le secteur a dû attendre 11 ans pour accueillir de nouveaux projets significatifs, c'est alors en 2012 que le projet de production de ciment réfractaire *SOTACIB* a vu le jour.

**■ Les industries  
électriques &  
électroniques**

Les IDE dans le secteur des IEE ont atteint la somme de 1 322,2 MTND à la fin du mois de décembre 2013 soit 272 entreprises et 70 013 postes d'emploi. L'Allemagne suivie de la



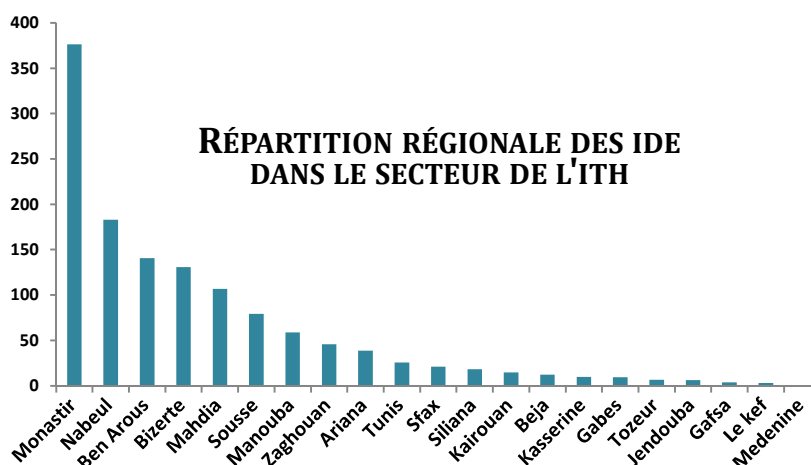
France et de l'Italie sont les principaux pays émetteurs vers la Tunisie dans ce secteur avec des parts respectives de l'ordre de 34 %, 31 % et 9 % du total des IDE dans ce secteur.



Ces IDE sont concentrés essentiellement dans la région du nord qui en attire près de 72 % soit 949,4 MTND relatif à 209 entreprises et 47 364 postes d'emploi.

### ■ Le textile et habillement

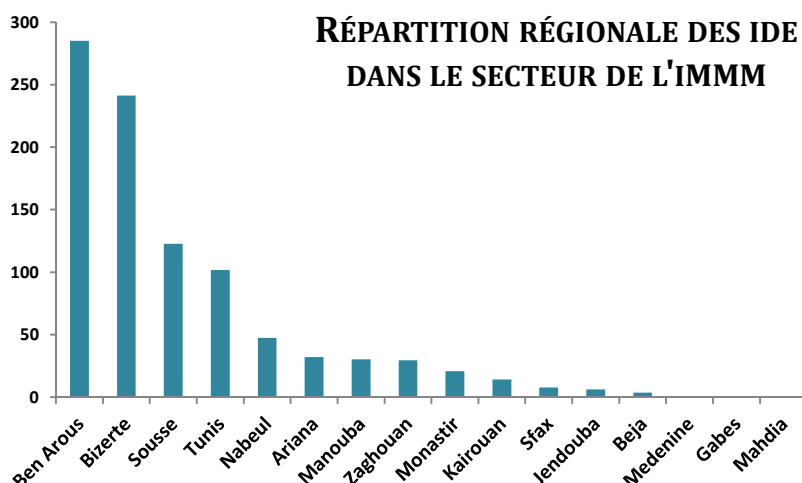
Le secteur du textile et de l'habillement a enregistré, jusqu'à la fin du mois de décembre 2013, un investissement total d'une valeur de 1 290,6 MTND répartis sur 1 096 entreprises ayant permis de générer 123 179 postes d'emploi. Les principaux pays participant dans ce secteur sont l'Italie, la France et la Belgique avec des taux respectifs de 28 %, 25 % et 11 % du total des investissements.



Le gouvernorat de Monastir, ville historique du textile et de l'habillement en Tunisie, détient la part du lion de l'investissement étranger dans ce secteur soit 376,5 MTND répartis sur 291 entreprises. Ces investissements ont permis de générer 31 894 postes d'emplois. Vient ensuite le gouvernorat de Nabeul avec 183,15 MTND, 167 entreprises et 22 550 emplois, puis Ben Arous avec 140,57 MTND, 64 entreprises et 7 891 emplois.

### ■ Les industries mécaniques, métalliques et métallurgiques

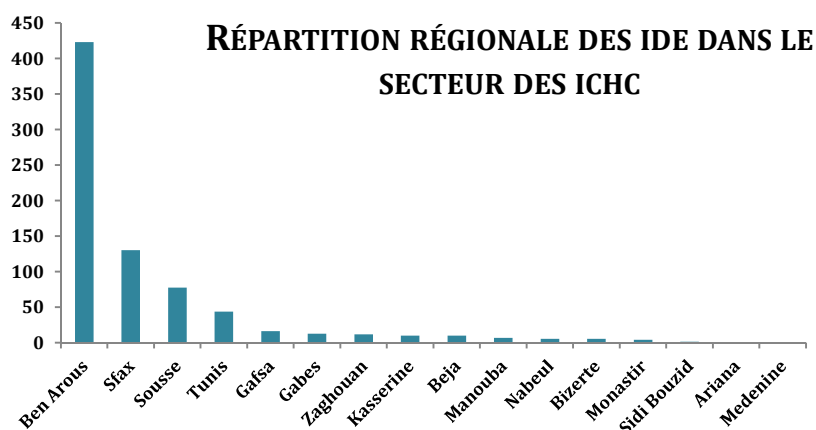
Les IDE dans les IMMM ont atteint la somme de 944 MTND à la fin du mois de décembre 2013 permettant la création de 329 entreprises et 19 871 emplois. Les investisseurs étrangers les plus présents dans ce secteur sont les français avec 36 % du total des IDE suivis des italiens avec 33 % et des américains avec 8 %.



Près du tiers des investissements dans ce secteur se trouvent dans le gouvernorat de Ben Arous soit 285,2 MTND où sont installées 22 % des entreprises employant 5 694 personnes. Vient ensuite le gouvernorat de Bizerte où les investissements directs étrangers ont atteint la somme de 241,35 MTND soit 30 entreprises et 3 653 emplois. Le gouvernorat de Sousse vient en troisième position avec un investissement de 122,66 MTND, 58 entreprises et 2 490 emplois.

### ■ Les industries de la chimie et du caoutchouc

Les investissements réalisés dans ce secteur ont atteint la valeur de 755,31 MTND ayant permis de créer 76 entreprises et 5 249 postes d'emploi. Les principales nationalités présentes sont les Pays-Bas avec 31 %, la France avec 25 % et l'Inde avec 17 % du total des IDE.

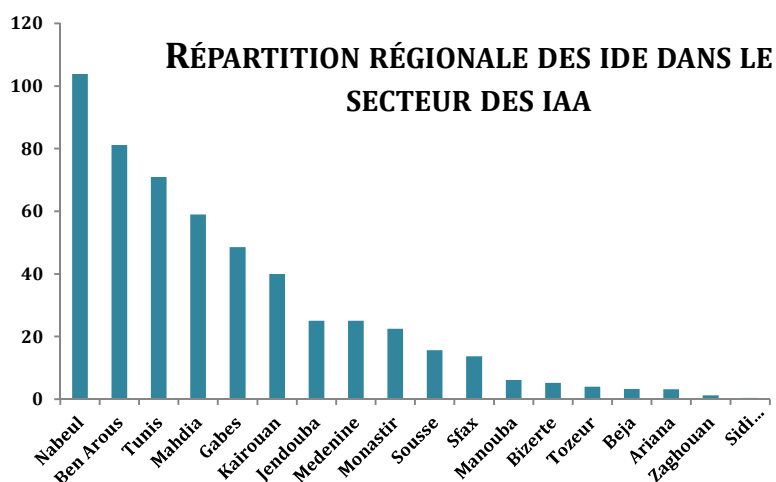


Le gouvernorat de Ben Arous a attiré 56 % du total des investissements dans ce secteur alors que le gouvernorat de Sousse en a accueilli 17 %, ainsi, près des trois quarts des investissements sont concentrés dans ces deux gouvernorats.

En revanche, ils n'hébergent que 37 % des entreprises de ce secteur.

### ■ Les industries agro-alimentaires

Les investissements dans le secteur des industries agro-alimentaires ont atteint la valeur de 528,4 MTND. Soit 166 entreprises et 14 323 postes d'emplois. Les principales nationalités présentes dans ce secteur



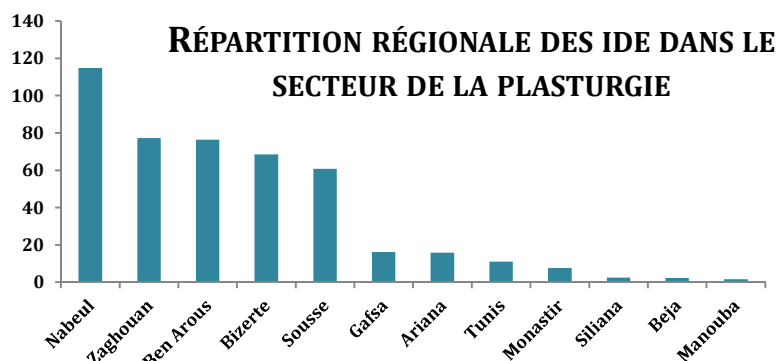
sont la France avec 41%, l'Italie avec 9% et les Pays Bas avec 9% du total des IDE dans ce secteur.

La majorité des investissements est concentrée dans les régions du nord, notamment les gouvernorats de Nabeul (103,8 MTND), Ben Arous (81 MTND) et Tunis (71 MTND).

### ■ La plasturgie

Les investissements directs étrangers dans le secteur de la plasturgie ont atteint, à la fin de 2013, la somme de 454,81 MTND créant 136 entreprises et 10 273 emplois. Les principales nationalités

présentes dans ce secteur sont la France avec 58 %, l'Italie avec 21 % et l'Allemagne avec 5 % du total des IDE dans ce secteur. Nabeul est le premier pôle de l'industrie plastique avec 114,89 MTND suivi de Zaghouan avec 77,21 MTND et de Ben Arous avec 76,32 MTND.



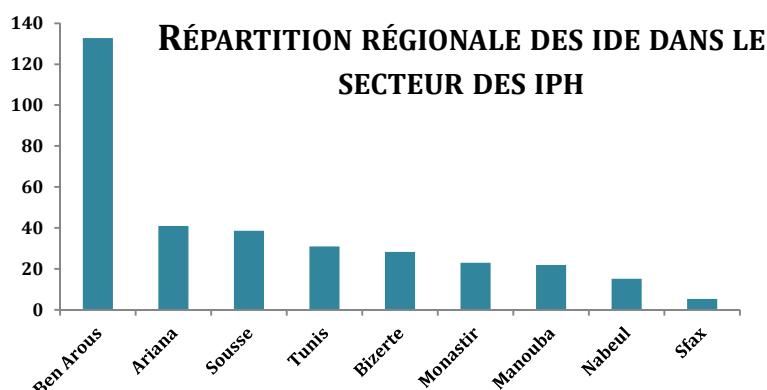
### ■ Les industries pharmaceutiques

Les investissements directs étrangers dans le secteur des industries pharmaceutiques ont atteint, à la fin de l'année

2013, la somme de 336,8 MTND permettant de créer 34 entreprises et 5 320 emplois.

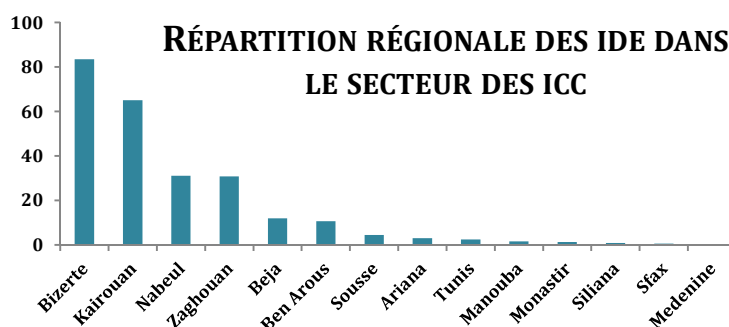
Plus de 80 % de ces investissements se trouvent dans des gouvernorats du nord et 100 % dans les régions côtières.

Les principales nationalités présentes dans ce secteur sont la France avec 28 %, la Jordanie avec 18 % et l'Italie avec 14% du total des IDE dans ce secteur



### ■ Les industries du cuir et chaussure

Les investissements directs étrangers dans le secteur du cuir et de la chaussure ont atteint, à fin 2013, la somme de 242

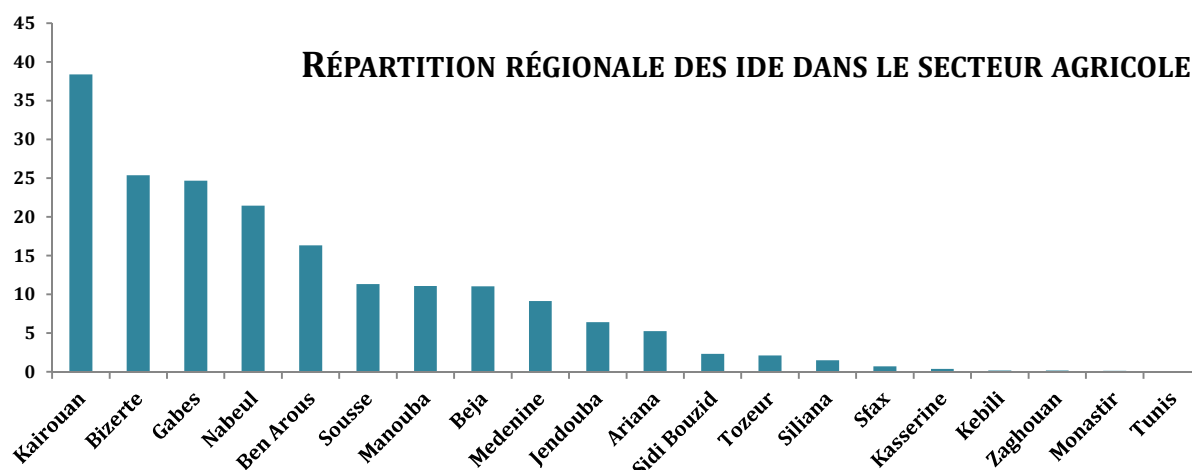


MTND créant 144 projets et 22 989 emplois. Les principales nationalités présentes dans ce secteur sont la Suisse avec 35 %, les Bahamas avec 25 % et l'Italie avec 17 % du total des IDE dans ce secteur. Bizerte détient 50 % de ces investissements soit 130 MTND, suivi de Kairouan avec 37 MTND et Zaghouan avec 25,5 MTND.

Ce secteur vient en dernière position dans le classement par investissement réalisé sur un total de neuf secteurs alors qu'il arrive en 3<sup>ème</sup> position dans le classement en termes d'emplois créés.

### 3- Les investissements dans l'agriculture

Le total des IDE agricoles a atteint, à la fin du mois de décembre 2013, la somme de 188,2 MTND répartis sur 80 entreprises et employant 2 539 personnes. Ces entreprises sont concentrées dans l'agriculture qui représente 61 % du total des entreprises agricoles soit 49 unités. Le reste des entreprises est réparti entre la pêche avec 17 entreprises et 23,7 MTND



d'IDE, les services agricoles avec 10 entreprises et 8,7 MTND d'IDE et l'aquaculture avec 4 entreprises et 14,4 MTND d'IDE. L'Italie, la France et l'Espagne, sont les pays les plus présents dans ce secteur avec des parts respectives de 28 %, 22 % et 13 % du total des IDE dans l'agriculture.

Les investissements agricoles à participation étrangère sont présents dans 20 gouvernorats, Kairouan occupe la première position avec 20 % du total des IDE dans l'agriculture.

La majorité de ces investissements se trouve dans les régions côtières et notamment les gouvernorats de Bizerte (13,5 %), Gabes (13,1 %), Nabeul (11,4 %), Ben Arous (8,7 %), Sousse (6 %), Manouba (5,9 %) et Médenine (4,9 %).

## 4- Les investissements dans les services

Les services ont cumulé jusqu'à la fin du mois de décembre 2013 la somme de 7 111 MTND d'IDE pour un investissement total de 15 779 MTND. Le secteur des télécommunications détient à lui seul 93 % de ces IDE avec seulement 7 sur 438 projets soit moins de 2 % du total des projets de services.

Cette *disproportionnalité* entre l'investissement et le nombre de projets est due aux actions de privatisation de Tunisie Télécom et à l'entrée sur le marché de la téléphonie mobile de deux autres opérateurs à savoir *Tunisiana* et *Orange Tunisie*.

En filtrant ces trois grands projets, le secteur des télécommunications passe en 8<sup>ème</sup> position dans le classement des secteurs des services. C'est le secteur des transports qui occupe alors la première place avec un investissement total de 350 MTND.

Le Grand Tunis a réussi à attirer 95 % du total des investissements dans les services (en prenant en compte les investissements dans les télécommunications). Il détient 88 % du total des emplois et 64 % du total des entreprises œuvrant dans le secteur.

Les investissements dans les services peuvent être regroupés sous deux grandes catégories : les investissements à forte intensité capitalistique, à savoir les investissements dans les télécommunications et les projets à forte capacité d'emploi à savoir les centres d'appels qui attirent un grand nombre de diplômés de l'enseignement supérieur.

## 5- Les investissements dans le tourisme

Bien que le tourisme soit un pilier de l'économie tunisienne, la part des investissements à participation étrangère qu'il attire ne semble pas refléter l'importance de ce secteur.

Les IDE dans le secteur touristique ne représentent que 9 % du total des IDE, 5 % du total des emplois et 5 % du nombre d'entreprises à participation étrangère.

En 2013, l'Arabie saoudite avec 361 MTND d'IDE, la Libye avec 359 MTND, la France avec 262 MTND et le Koweït avec 239 MTND sont les pays qui ont investi le plus dans le tourisme.

# **ANNEXE 1**

## **FLUX DES IDE AU COURS DE 2013**

# Rapport des IDE 2013 et perspectives 2014 - FIPA-Tunisia

Juin 2014

## Répartition sectorielle des IE au cours des années 2012 et 2013

Unité = MTND

Année	2013									2012								
Objet	Création			Extensions & Autres			Total			Création			Extensions & Autres			Total		
Secteur	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
Energie	-	-	-	55	1 077,43	-	55	1 077,43	-	-	-	-	-	886,00	-	-	886,00	-
<b>Energie</b>	-	-	-	55	1 077,43	-	55	1 077,43	-	-	-	-	-	886,00	-	-	886,00	-
Portefeuille	-	-	-	-	179,55	-	-	179,55	-	-	-	-	-	83,40	-	-	83,40	-
<b>Portefeuille</b>	-	-	-	-	179,55	-	-	179,55	-	-	-	-	-	83,40	-	-	83,40	-
Agro-alimentaire	18	7,14	68	28	24,26	226	46	31,40	294	6	2,89	127	25	22,80	134	31	25,69	261
Chimie et Caoutchouc	11	49,02	532	14	7,78	52	25	56,81	584	7	35,30	345	19	28,80	82	26	64,10	427
Cuir et Chaussures	9	5,65	1 225	2	25,31	300	11	30,95	1 525	4	21,60	264	2	0,97	20	6	22,57	284
IEE	20	15,84	741	50	164,31	449	70	180,15	1 190	7	19,43	1 580	32	100,20	1 484	39	119,63	3 064
Industrie pharmaceutique	1	1,35	13	3	6,05	44	4	7,39	57	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries diverses	23	11,77	313	19	15,54	310	42	27,31	623	5	12,30	49	17	13,30	107	22	25,57	156
Matériaux de Construction	6	12,19	195	5	14,35	65	11	26,54	260	2	25,00	195	11	103,00	140	13	128,00	335
IMMM	30	23,25	343	23	52,68	561	53	75,92	904	13	32,10	241	20	48,20	549	33	80,30	790
Plasturgie	3	26,82	135	5	1,95	2	8	28,77	137	4	13,20	51	11	14,20	151	15	27,40	202
Textile et Habillement	56	25,47	2 139	38	17,50	581	94	42,96	2 720	37	16,93	2 827	29	21,40	598	66	38,33	3 425
<b>Industrie</b>	177	178,49	5 704	187	329,72	2 604	364	508,22	8 308	85	178,75	5 679	166	352,87	3 265	251	531,62	8 944
Act. prod. & ind. cult.	1	0,17	30	-	-	-	1	0,17	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres services	24	0,62	102	2	0,02	4	26	0,64	106	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centres d'appels	15	1,02	406	1	2,50	160	16	3,52	566	11	0,70	350	7	1,20	420	18	1,90	770
Etudes et conseils	125	4,10	201	3	0,10	29	128	4,20	230	13	1,20	53	-	-	-	13	1,20	53
Formation professionnelle	2	0,02	3	2	0,11	5	4	0,13	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Préservation environnement	1	0,01	0	1	0,05	2	2	0,06	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur Financier	-	-	-	1	99,40	0	1	99,40	0	-	-	-	-	243,20	-	-	243,20	0
Services Informatiques	41	3,11	343	2	0,16	52	43	3,26	395	14	0,90	131	-	-	-	14	0,90	131
Services recherche et dev.	1	0,07	2	-	-	-	1	0,07	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	-	-	-	3	87,96	-	3	87,96	-	-	-	-	3	757,60	300	3	757,60	300
Tourisme et Immobilier	-	-	-	3	18,45	-	3	18,45	-	-	-	-	2	77,00	-	2	77,00	0
<b>Services</b>	210	9,12	1 087	18	208,74	252	228	217,86	1 339	38	2,80	534	12	1 079,00	720	50	1 081,80	1 254
Agriculture	3	7,47	42	3	3,99	26	6	11,46	68	-	-	-	7	4,60	65	7	4,60	65
<b>Agriculture</b>	3	7,47	42	3	3,99	26	6	11,46	68	-	-	-	7	4,60	65	7	4,60	65
<b>Total</b>	390	195,09	6 833	263	1 799,43	2 882	653	1 994,52	9 715	123	181,55	6 213	185	2 322,47	4 050	308	2 504,02	10 263

**Variation par pays du flux des IDE par rapport à 2012**

*(Y compris l'énergie)*

*Unité = MTND*

Pays	2012	2013	%
France	393,20	261,03	-33,6%
Autriche	327,20	247,24	-24,4%
Canada	157,10	217,29	38,3%
Royaume-Uni	114,60	202,25	76,5%
Australie	32,00	163,06	409,6%
Italie	243,60	155,80	-36,0%
Qatar	784,20	145,36	-81,5%
Allemagne	102,00	63,38	-37,9%
Émirats arabes unis	62,00	39,45	-36,4%
Espagne	24,42	38,61	58,1%
Inde	0,34	36,49	10632,9%
Suisse	10,90	29,34	169,0%
États-Unis	62,10	27,56	-55,6%
Pays-Bas	3,20	22,04	588,9%
Libye	15,50	19,23	24,0%
Koweït	40,20	18,26	-54,6%
Luxembourg	2,80	15,23	443,8%
Suède	5,20	13,08	151,5%
Belgique	7,15	9,05	26,6%
Corée du Sud	3,50	8,41	140,3%
Chine	4,29	8,07	88,0%
Algérie	16,20	6,03	-62,8%
Jordanie	3,00	3,67	22,4%
Monaco	0,20	2,61	1205,0%
Portugal	1,00	2,14	114,4%
Arabie saoudite	0,40	1,53	281,8%
Russie	0,06	1,40	2234,3%
Turquie	0,20	1,27	532,8%
Liban	0,80	1,05	31,3%
Égypte	1,90	0,64	-66,4%
Irlande	1,60	0,53	-67,1%
Singapour	0,00	0,50	100,0%
Norvège	8,90	0,47	-94,7%
Îles Marshall	0,00	0,40	100,0%
Bahamas	0,00	0,31	100,0%
Îles Maurice	0,00	0,28	100,0%



**Répartition par pays des projets entamés en 2013  
(hors énergie)  
IDE en MTND**

Pays	Prj	IDE	Emp
Algérie	6	0,84	60
Allemagne	6	1,83	87
Autriche	2	0,01	6
Belgique	6	0,29	97
Chine	2	3,90	24
Côte d'Ivoire	1	0,20	-
Égypte	2	0,63	2
Émirats arabes unis	2	0,75	26
Espagne	5	3,37	158
États-Unis	2	2,24	12
France	53	8,53	428
Gabon	1	0,01	1
Gibraltar	1	0,00	1
Îles Marshall	1	0,40	8
Îles Maurice	1	0,14	1
Inde	1	0,00	38
Italie	37	7,70	618
Jordanie	1	0,01	2
Kenya	1	0,02	-
Koweït	1	0,00	-
Libye	8	0,59	42
Liechtenstein	1	0,00	1
Luxembourg	2	1,79	61
Malte	1	0,06	6
Maroc	2	0,06	28
Mexique	1	0,02	5
Monaco	1	2,61	37
Pays-Bas	1	7,28	30
Portugal	2	4,02	-
Roumanie	1	0,05	60
Royaume-Uni	5	1,00	107
Russie	2	1,33	1
Seychelles	3	0,05	3
Singapour	1	1,98	-
Suisse	9	3,07	143
Turquie	4	0,89	68
<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>55,67</b>	<b>1710</b>

**Flux des IDE par pays d'origine et par secteur au cours de 2013**

Unité = MTND

Secteur	Agriculture			Industrie			Services			Energie			Total		
Pays	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
France	2	0,3	20	128	185,3	3 366	83	22,7	606	4	52,7	0	217	261,0	3 992
Autriche	-	-	-	2	1,3	10	3	0,0	13	2	245,9	0	7	247,2	23
Canada	-	-	-	2	0,6	54	2	0,2	31	8	216,5	0	12	217,3	85
Royaume-Uni	-	-	-	11	3,3	140	5	0,1	16	10	198,8	0	26	202,3	156
Australie	-	-	-	-	-	-	1	0,1	1	3	163,0	0	4	163,1	1
Italie	1	0,4	16	101	59,7	1 694	69	1,9	293	4	93,8	0	175	155,8	2 003
Qatar	-	-	-	1	0,1	0	2	145,2	0	-	-	-	3	145,4	0
Allemagne	-	-	-	27	63,1	1 187	7	0,3	61	-	-	-	34	63,4	1 248
Indonésie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	40,3	0	1	40,3	0
Émirats Arabes Unis	-	-	-	6	10,5	90	2	24,1	1	1	4,9	0	9	39,4	91
Espagne	1	1,1	0	16	24,5	236	3	0,6	8	1	12,5	0	21	38,6	244
Inde	-	-	-	4	36,5	534	-	-	-	-	-	-	4	36,5	534
Suisse	-	-	-	15	29,3	475	4	0,1	18	-	-	-	19	29,3	493
États-Unis	1	2,2	10	10	10,3	103	4	0,1	16	5	14,9	0	20	27,6	129
Pays-Bas	1	7,3	30	10	14,1	221	2	0,1	36	1	0,6	0	14	22,0	287
Libye	1	0,1	2	10	2,8	59	11	16,4	30	-	-	-	22	19,2	91
Koweït	-	-	-	3	15,2	58	1	0,0	0	2	3,1	0	6	18,3	58
Luxembourg	-	-	-	4	13,4	143	2	1,8	61	-	-	-	6	15,2	204
Suède	-	-	-	1	0,4	71	-	-	-	3	12,7	0	4	13,1	71
Belgique	-	-	-	10	6,2	417	11	2,8	92	-	-	-	21	9,1	509
Corée du Sud	-	-	-	1	8,4	0	1	0,0	2	-	-	-	2	8,4	2
Chine	-	-	-	4	5,0	32	-	-	-	3	3,1	0	7	8,1	32
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	6,5	0	2	6,5	0
Algérie	-	-	-	9	1,7	177	9	0,1	14	1	4,3	0	19	6,0	191
Jordanie	-	-	-	3	3,7	14	1	0,0	2	-	-	-	4	3,7	16
Danemark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3,5	0	1	3,5	0
Monaco	-	-	-	1	2,6	37	-	-	-	-	-	-	1	2,6	37
Portugal	-	-	-	3	2,1	5	1	0,0	1	-	-	-	4	2,1	6
Arabie saoudite	-	-	-	7	1,5	1	-	-	-	-	-	-	7	1,5	1
Russie	-	-	-	3	1,4	1	1	0,0	1	-	-	-	4	1,4	2
Turquie	-	-	-	7	1,3	108	1	0,0	50	-	-	-	8	1,3	158
Liban	-	-	-	2	1,1	30	-	-	-	-	-	-	2	1,1	30

**Flux des IDE par pays d'origine et par secteur au cours de 2013**

Unité = MTND

Secteur	Agriculture			Industrie			Services			Energie			Total		
Pays	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois	Nb Projets	IDE	Emplois
Égypte	-	-	-	-	-	-	3	0,6	4	-	-	-	3	0,6	4
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,5	0	1	0,5	0
Irlande	-	-	-	-	-	-	2	0,4	95	2	0,1	0	4	0,5	95
Singapour	-	-	-	1	0,5	0	-	-	-	-	-	-	1	0,5	0
Norvège	-	-	-	1	0,5	0	-	-	-	-	-	-	1	0,5	0
Îles Marshall	-	-	-	1	0,4	8	-	-	-	-	-	-	1	0,4	8
Bahamas	-	-	-	1	0,3	0	-	-	-	-	-	-	1	0,3	0
Îles Maurice	-	-	-	1	0,1	14	1	0,1	1	-	-	-	2	0,3	15
Maroc	-	-	-	5	0,2	38	2	0,0	27	-	-	-	7	0,2	65
Côte d'Ivoire	-	-	-	1	0,2	0	-	-	-	-	-	-	1	0,2	0
Irak	-	-	-	2	0,1	0	1	0,0	8	-	-	-	3	0,2	8
Finlande	-	-	-	1	0,2	5	-	-	-	-	-	-	1	0,2	5
Syrie	-	-	-	2	0,1	15	-	-	-	-	-	-	2	0,1	15
Chypre	-	-	-	2	0,1	59	-	-	-	-	-	-	2	0,1	59
Malte	-	-	-	1	0,1	6	-	-	-	-	-	-	1	0,1	6
Seychelles	-	-	-	-	-	-	3	0,1	3	-	-	-	3	0,1	3
Roumanie	-	-	-	1	0,0	57	1	0,0	60	-	-	-	2	0,0	117
Saint-Marin	-	-	-	-	-	-	1	0,0	2	-	-	-	1	0,0	2
Mexique	-	-	-	-	-	-	1	0,0	5	-	-	-	1	0,0	5
Gabon	-	-	-	-	-	-	1	0,0	1	-	-	-	1	0,0	1
Kenya	-	-	-	1	0,0	0	-	-	-	-	-	-	1	0,0	0
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	1	0,0	1	-	-	-	1	0,0	1
Gibraltar	-	-	-	-	-	-	1	0,0	1	-	-	-	1	0,0	1
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>11,5</b>	<b>68</b>	<b>364</b>	<b>508,3</b>	<b>8 308</b>	<b>228</b>	<b>217,9</b>	<b>1 339</b>	<b>55</b>	<b>1 077,4</b>	<b>0</b>	<b>653</b>	<b>1 815,0</b>	<b>9 715</b>

**Flux des IDE par région au cours de 2013(Hors Energie)**

Unité = MTND

Gouvernorat	Agriculture				Industrie				Services				Total			
	IDE	%	Prj	Emp	IDE	%	Prj	Emp	IDE	%	Prj	Emp	IDE	%	Prj	Emp
Tunis	-	-	-	-	42,80	8,42%	39	342	209,83	96,31%	122	629	252,62	34,25%	161	971
Ariana	-	-	-	-	29,64	5,83%	16	139	3,75	1,72%	24	360	33,39	4,53%	40	499
Ben Arous	-	-	-	-	82,95	16,32%	59	827	0,10	0,04%	7	58	83,05	11,26%	66	885
<b>Grand Tunis</b>	-	-	-	-	155,39	30,58%	114	1 308	213,67	98,08%	153	1 047	369,06	50,04%	267	2 355
Bizerte	1,61	14,03%	3	18	47,05	9,26%	16	320	-	-	-	-	48,66	6,60%	19	338
Manouba	-	-	-	-	4,65	0,91%	5	192	-	-	-	-	4,65	0,63%	5	192
Nabeul	-	-	-	-	35,20	6,93%	53	1 497	0,42	0,19%	18	63	35,62	4,83%	71	1 560
Zaghuan	-	-	-	-	53,84	10,59%	25	875	-	-	-	-	53,84	7,30%	25	875
<b>Nord Est</b>	1,61	14,03%	3	18	140,74	27,69%	99	2 884	0,42	0,19%	18	63	142,76	19,36%	120	2 965
Beja	-	-	-	-	22,17	4,36%	10	261	0,06	0,03%	2	20	22,23	3,01%	12	281
Jendouba	-	-	-	-	14,51	2,86%	10	38	-	-	-	-	14,51	1,97%	10	38
Kef	-	-	-	-	0,003	0,001%	1	-	-	-	-	-	0,003	0,001%	1	-
Siliana	-	-	-	-	13,21	2,60%	2	-	-	-	-	-	13,21	1,79%	2	-
<b>Nord-Ouest</b>	-	-	-	-	49,90	9,82%	23	299	0,06	0,03%	2	20	49,96	6,77%	25	319
Mahdia	-	-	-	-	12,90	2,54%	9	163	-	-	-	-	12,90	1,75%	9	163
Monastir	0,11	0,99%	1	10	13,76	2,71%	37	1 299	0,10	0,05%	11	17	13,98	1,90%	49	1 326
Sfax	-	-	-	-	47,60	9,37%	15	824	0,43	0,20%	13	37	48,03	6,51%	28	861
Sousse	-	-	-	-	44,99	8,85%	40	1 099	0,35	0,16%	24	144	45,34	6,15%	64	1 243
<b>Centre Est</b>	0,11	0,99%	1	10	119,26	23,47%	101	3 385	0,88	0,40%	48	198	120,25	16,30%	150	3 593
Kairouan	-	-	-	-	37,30	7,34%	13	390	-	-	-	-	37,30	5,06%	13	390
Kasserine	-	-	-	-	0,58	0,11%	1	-	-	-	-	-	0,58	0,08%	1	-
Sidi Bouzid	-	-	-	-	0,88	0,17%	1	-	-	-	-	-	0,88	0,12%	1	-
<b>Centre Ouest</b>	-	-	-	-	38,75	7,63%	15	390	-	-	-	-	38,75	5,25%	15	390
Gabes	9,74	84,98%	2	40	2,32	0,46%	5	10	0,02	0,01%	2	2	12,08	1,64%	9	52
Médenine	-	-	-	-	0,78	0,15%	4	9	2,82	1,29%	5	9	3,60	0,49%	9	18
<b>Sud Est</b>	9,74	84,98%	2	40	3,10	0,61%	9	19	2,84	1,30%	7	11	15,68	2,13%	18	70
Gafsa	-	-	-	-	1,05	0,21%	1	23	-	-	-	-	1,05	0,14%	1	23
Tozeur	-	-	-	-	0,02	0,003%	2	-	-	-	-	-	0,02	0,00%	2	-
<b>Sud-Ouest</b>	-	-	-	-	1,07	0,21%	3	23	-	-	-	-	1,07	0,14%	3	23
<b>Total</b>	11,46	100,00%	6	68	508,22	100,00%	364	8 308	217,86	100,00%	228	1 339	737,54	100,00%	598	9 715

# **ANNEXE 2**

## **STOCK DES IDE A LA FIN DE 2013**

**Répartition sectorielle du stock des entreprises à participation étrangère à la fin de 2013 (hors énergie et secteur financier)**

(Unité = MTND)

Régime	MARCHE LOCAL				TOTALEMENT EXPORT				Total			
Secteur	Nombre	Inv.	IDE	Emploi	Nombre	Inv.	IDE	Emploi	Nombre	Inv.	IDE	Emploi
Centres d'appel	6	1,7	1,1	392	44	41,4	39,5	13 686	50	43,1	40,7	14 078
Autres services	15	6,9	1,9	85	28	20,1	14,0	431	43	27,0	15,9	516
Formation professionnelle	4	52,0	13,0	57	1	2,6	2,6	45	5	54,6	15,7	102
Etudes et conseils	38	8,1	5,7	785	130	11,5	10,7	1 241	168	19,5	16,4	2 026
Animation jeunesse et enfance	2	2,8	1,4	13	-	-	-	-	2	2,8	1,4	13
Télécommunications	7	15 224,0	6 629,6	10 021	-	-	-	-	7	15 224,0	6 629,6	10 021
Transport	3	350,1	349,8	553	2	0,6	0,6	23	5	350,6	350,4	576
Services informatiques	30	11,5	8,3	1 177	106	26,4	23,7	3 581	136	37,9	31,9	4 758
Travaux publics	2	14,0	5,6	120	1	0,3	0,1	10	3	14,3	5,8	130
Technologies de l'environnement	12	4,7	2,7	273	7	0,8	0,6	90	19	5,5	3,4	363
<b>Service</b>	<b>119</b>	<b>15 675,8</b>	<b>7 019,2</b>	<b>13 476</b>	<b>319</b>	<b>103,6</b>	<b>91,8</b>	<b>19 107</b>	<b>438</b>	<b>15 779,4</b>	<b>7 111,0</b>	<b>32 583</b>
Textile et habillement	42	168,5	58,8	4 895	1 054	1 379,9	1 231,8	118 284	1 096	1 548,4	1 290,6	123 179
Matériaux de construction	52	3 587,9	3 079,3	6 887	29	579,7	386,8	1 032	81	4 167,6	3 466,1	7 919
Electrique et Electronique	35	335,7	139,5	3 248	237	1 324,7	1 182,6	66 765	272	1 660,4	1 322,2	70 013
Chimie et caoutchouc	41	814,0	469,2	3 464	35	676,5	286,1	1 785	76	1 490,5	755,3	5 249
Cuir et chaussures	2	0,7	0,3	40	141	252,5	247,5	19 376	143	253,2	247,8	19 416
Agro-alimentaire	75	752,0	346,0	8 059	91	263,3	182,4	6 264	166	1 015,2	528,4	14 323
Mécanique, métallique et métallurgique	82	499,7	215,2	5 796	247	818,4	728,8	14 075	329	1 318,1	944,0	19 871
Industrie Pharmaceutique	21	468,2	233,0	3 597	13	110,3	103,7	1 723	34	578,5	336,8	5 320
Industries diverses	52	296,4	167,9	2 867	111	86,0	75,9	4 429	163	382,4	243,8	7 296
Plasturgie	29	98,8	60,4	1 153	107	434,5	394,4	9 120	136	533,3	454,8	10 273
<b>Industrie</b>	<b>431</b>	<b>7 022,0</b>	<b>4 769,7</b>	<b>40 006</b>	<b>2 065</b>	<b>5 925,7</b>	<b>4 820,1</b>	<b>242 853</b>	<b>2 496</b>	<b>12 947,7</b>	<b>9 589,8</b>	<b>282 859</b>
Pêche	12	29,5	14,9	235	5	13,2	8,7	112	17	42,7	23,7	347
Services agricoles	10	38,1	8,7	320	-	-	-	-	10	38,1	8,7	320
Aquaculture	1	13,6	1,9	41	3	31,9	12,5	176	4	45,5	14,4	217
Agricole	41	186,8	83,7	939	8	89,0	57,6	716	49	275,7	141,4	1 655
<b>Agriculture</b>	<b>64</b>	<b>267,9</b>	<b>109,3</b>	<b>1 535</b>	<b>16</b>	<b>134,1</b>	<b>78,9</b>	<b>1 004</b>	<b>80</b>	<b>402,0</b>	<b>188,2</b>	<b>2 539</b>
Hébergement	94	2 347,2	1 445,4	14 965	-	-	-	-	94	2 347,2	1 445,4	14 965
Animation	36	158,7	127,7	921	-	-	-	-	36	158,7	127,7	921
Divers touristes	18	13,7	9,0	82	-	-	-	-	18	13,7	9,0	82
<b>Tourisme</b>	<b>148</b>	<b>2 519,6</b>	<b>1 582,1</b>	<b>15 968</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>148</b>	<b>2 519,6</b>	<b>1 582,1</b>	<b>15 968</b>
<b>Total</b>	<b>762</b>	<b>25 485,3</b>	<b>13 480,4</b>	<b>70 985</b>	<b>2 400</b>	<b>6 163,5</b>	<b>4 990,8</b>	<b>262 964</b>	<b>3 162</b>	<b>31 648,8</b>	<b>18 471,1</b>	<b>333 949</b>

**Répartition régionale du stock des entreprises à participation étrangère à la fin de 2013 (hors énergie et secteur financier)**

Gouvernorat	Nb Entreprise	IDE en MTND	Emploi
Tunis	377	7 755,80	36 986
Ben Arous	332	2 026,30	39 101
Ariana	214	322,70	17 164
Manouba	95	155,40	8 159
<b>Grand Tunis</b>	<b>1 018</b>	<b>10 260,20</b>	<b>101 410</b>
Zaghouan	156	1 017,40	21 471
Nabeul	482	923,4	46 859
Bizerte	223	742,40	35 333
<b>Nord Est</b>	<b>861</b>	<b>2 683,20</b>	<b>103 663</b>
Beja	40	190,4	8 280
Jendouba	28	87	2 583
Le kef	7	5,7	887
Siliana	18	23,2	1 837
<b>Nord-Ouest</b>	<b>93</b>	<b>306,2</b>	<b>13 587</b>
Mahdia	50	184	4 999
Monastir	420	792,9	42 446
Sfax	111	246,5	9 509
Sousse	435	1 718,00	40 249
<b>Centre Est</b>	<b>1 016</b>	<b>2 941,30</b>	<b>97 203</b>
Kairouan	49	614	6 247
Kasserine	7	228,6	869
Sidi Bouzid	10	72,2	1 533
<b>Centre Ouest</b>	<b>66</b>	<b>914,7</b>	<b>8 649</b>
Gabes	22	806	2 011
Médenine	48	463,2	4 008
Tataouine	2	1,7	21
<b>Sud Est</b>	<b>72</b>	<b>1 271</b>	<b>6 040</b>
Gafsa	11	47,4	1 772
Kebili	6	13	230
Tozeur	19	34,1	1 395
<b>Sud-Ouest</b>	<b>36</b>	<b>94</b>	<b>3 397</b>
<b>Total</b>	<b>3 162</b>	<b>18 471,10</b>	<b>333 949</b>

